

Liberté des idées et forces sociales

Les exigences sociales du présent et leur réalisation pratique

Six conférences publiques, avec un épilogue,
tenues entre le 26 mai et le 30 décembre 1919
à Ulm, Berlin et Stuttgart.

Au sujet de cette édition

Les suggestions de Rudolf Steiner, pour une réorganisation de la vie sociale, pendant et après la première Guerre mondiale, vont bien au-delà des confrontations violemment menées à cette époque, empreinte de tendances idéologiques et de violences politiques. En partant d'une critique globale du parlementarisme de l'époque et de l'État unitaire, il développe, à partir d'une observation exacte de l'organisme humain et de l'organisme social, la « *Dreigliederung* de l'organisme social », ayant comme membres autonomes : — chacun d'eux s'appuyant sur les idéaux de la Révolution française de Liberté - Égalité - Fraternité — 1. une vie juridique où règne un fondement d'égalité, 2. une libre vie de l'esprit et 3. une vie économique organisée sur la fraternité. C'est dans la vie économique qu'il met l'accent dans ces nombreuses conférences et prises de paroles de l'année 1919, qui menèrent à la fondation de nombreux comités d'entreprise dans plusieurs usines de Stuttgart et à une association d'entreprises dans le « *Der Kommende Tag AG* », une « Société par Actions pour la revendication de valeurs économiques et spirituelles ». — Dans la vie de l'esprit, il exigea la fondation de conseils culturels et mit en place, entre autres, des bases pédagogiques pour le développement d'un mouvement d'écoles indépendantes, qui atteindra par la suite une envergure mondiale. Dans une série de conférences, il esquissa la nature d'une vie juridique autonome future et se prononça de manière détaillée sur un droit du travail et un droit pénal à venir. Les graves conditions extérieures et l'insuffisante préparation des êtres, pour s'engager sans égoïsme dans ces voies réellement nouvelles dans le domaine social, ne permirent pas une réalisation des idées de Steiner d'une manière plus vaste à ce moment-là. Néanmoins, dans les soixante dernières années, ses idées ont été reprises sans cesse par des hommes isolés et des groupes d'initiative et elles constituèrent la base de formes porteuses d'avenir pour le travail en commun dans des entreprises singulières, comme au sein des Écoles Waldorf, des hôpitaux, ou des institutions bancaires.

Le point capital de ces conférences de Rudolf Steiner de l'année 1919, constitue l'exposition et la discussion du contexte des fondements cognitifs, ou selon le cas, des conditions cognitives préalables d'une part, et de la pratique sociale, de l'autre. De nouvelles formes sociales requièrent de surmonter de vieilles habitudes du penser, autrement elles restent des chimères, et se figent en illusions. La critique de Rudolf Steiner est valable pour tout ce qui est à la base d'une idolâtrie de la pratique de vie habituelle. D'un autre côté, il signale le danger d'un idéalisme mal compris. Ses conférences sont en même temps un appel à opposer un refus aux anciennes habitudes du penser, aux idéologies et aux utopies, car, selon Steiner: « si l'humanité n'a pas ce courage intérieur, alors il peut très rapidement être trop tard ».

Étant donné que Rudolf Steiner, par manque de temps, n'a pu corriger lui-même les notes de conférences que dans quelques rares cas, on doit tenir compte à l'égard de toute publication de ses propres réserves quant au contenu: « On doit seulement accepter justement que dans ce qui est présenté comme étant de moi et que je n'ai pas revu, subsistent des choses incorrectes ».

D'après des notes de conférences non revues par l'auteur, édité d'après la *Rudolf Steiner - Nachlaßverwaltung*.

Aux soins de Wolfram Groddeck.

Edition intégrale du volume portant le même titre de l'édition complète de l'œuvre de Rudolf Steiner
(Bibliographie **GA 333**, ISBN 3-7274-3330-2)
Seconde édition Dornach 1985.

La structure triple de la question sociale

Ulm, 26 mai 1919

Comme en d'autres lieux du Württemberg et de la Suisse, je me permettrai ici aussi de parler sur la question la plus décisive et la plus importante, sur la question sociale, et certes en me rattachant à ce qui a paru dans l'appel qui a été diffusé en Allemagne il y a quelque temps, « *Au peuple allemand et au monde civilisé* » (1). L'appel, qui se présenta pour la *Dreigliederung* de l'organisme social, a dû parvenir sous les yeux de la plupart d'entre vous. Des exposés plus détaillés de ce qui ne pourra naturellement qu'être brièvement indiqué ici, sont donnés dans mon ouvrage « *Le point essentiel de la question sociale dans les nécessités de la vie présente et future* ». Permettez-moi aujourd'hui de vous esquisser quelques points de ce qui doit être dit au sujet de cet appel.

La question sociale — cela ressort bien pour chaque âme humaine qui fait face aux événements actuels — est ce qui a résulté sous une forme toute nouvelle des événements puissants et bouleversants de la catastrophe de la guerre mondiale. Bien sûr, ce qu'on appelle la question sociale, ou mouvement social, comme nous l'évoquons aujourd'hui, est ancien d'un peu plus d'un demi-siècle pour le moins. Mais celui qui envisage ce qui s'annonce aujourd'hui comme une puissante vague historique, et compare les choses entre elles, doit pourtant dire: cette question sociale a pris dans notre présent une forme complètement différente, une structure vis-à-vis de laquelle personne ne devrait resté indifférent.

Combien, à d'innombrables reprises, on a entendu cette parole durant les quatre ou cinq dernières années: à la base de cette catastrophe effrayante de la guerre mondiale, il y a quelque chose dont les hommes n'ont jamais fait l'expérience, depuis qu'existe principalement ce qu'on appelle l'histoire. Mais combien peu, vraiment très peu, évoquent aujourd'hui, là où cette catastrophe de la guerre mondiale fait apparaître une crise, la nécessité d'un nouvel ordre de la vie et d'une impulsion toute nouvelle; celle d'un retournement complet du penser et d'un ré-apprentissage complet — quoiqu'à vrai dire extérieurement déjà, l'on reconnaisse la nécessité de ce retournement du penser et de ce ré-apprentissage. Car les vieilles idées nous ont directement menés dans cette épouvantable catastrophe humaine. De nouvelles idées, de nouvelles impulsions doivent donc nous en faire sortir. Et là où ces impulsions sont à rechercher, ce que révèle une observation vraiment pénétrante, c'est ce qui retentit comme revendications sociales émanant de toujours plus de poitrines humaines et devant lesquelles seul celui qui dort vis-à-vis de son époque peut à vrai dire passer en restant indifférent, en restant dans l'expectative face aux événements jusqu'à ce que, pour ainsi dire, le vieil édifice s'effondre dans le néant.

Des questions sociales, on se les représente aujourd'hui de façon réitérée comme des choses extrêmement faciles à concevoir, par moments même d'une simplicité extrême. Celui qui ne part pas de théories surannées, ni non plus d'exigences personnelles isolées, mais d'une expérience réellement élargie au sujet des nécessités de la vie du présent et de l'avenir, celui-là doit voir dans cette question sociale quelque chose où confluent de nombreuses forces, qui se sont soulevées dans l'évolution de l'humanité et, on peut déjà dire, d'une certaine façon, que ces forces sont allées elles-mêmes au devant de leur anéantissement. Pour celui qui domine du regard les conditions de la vie, la question sociale lui apparaît sous une structure triple. Elle lui apparaît premièrement comme un problème de la vie de l'esprit, deuxièmement comme un problème de la vie juridique, et troisièmement comme un problème de la vie économique. Cela étant, les derniers siècles, et en particulier le dix-neuvième siècle, ont amené avec eux le fait que l'on pense devoir rechercher presque tout ce qui appartient à la question sociale dans le seul domaine économique. Les raisons pour lesquelles on voit si peu clairement ce qu'il en est, reposent précisément sur l'opinion qu'en trouvant la voie dans le domaine économique, tout le reste devrait alors suivre tout naturellement. Il s'avère déjà nécessaire que la première partie de ma considération soit aujourd'hui consacrée à un domaine de la vie, dont les gens, pas plus ceux de gauche que ceux de droite, ne veulent entendre

raison pour reconnaître qu'il s'agit d'un domaine social important, à savoir le domaine de la vie spirituelle.

Les exigences que l'on nomme sociales, partent effectivement de la grande masse du prolétariat, qui a passé par un triple chemin de souffrances jusqu'aux situations présentes, dont nous voulons parler ensuite. Et ce prolétariat a été presque totalement tourneboulé, rien que dans la vie économique, par l'arrivée des techniques nouvelles et du capitalisme dévastant les âmes, ainsi que par les conditions culturelles régnautes. C'est de la vie économique que sont nées aussi les revendications du prolétariat. C'est pourquoi la question sociale du présent, parce qu'elle surgit d'abord du prolétariat, a adopté cette forme économique. Mais elle n'est pas une simple question économique. La simple constatation déjà, que les idées traditionnelles sont insuffisantes vis-à-vis des faits qui parlent aujourd'hui d'eux-mêmes, peut nous enseigner qu'au sein du mouvement social nous n'avons pas seulement affaire à une question économique et à une question juridique, mais que nous avons bien affaire avant toute chose à une question spirituelle.

Nous nous trouvons, pour ce qui est d'une grande partie du monde civilisé, loin du fait social qui parle sans mélange. Les opinions sociales des partis, des programmes sociaux des partis, nous les avons eues, elles ont été proférées, proclamées. Toutes ces idées, toutes ces opinions des partis, se révèlent maintenant, que l'on se trouve bien en face des faits, comme tout à fait insuffisantes. Aujourd'hui, il ne s'agit plus de poursuivre d'anciennes opinions de partis, mais aujourd'hui il s'agit de se positionner directement, avec un total sérieux et un parfait sens de la réalité, bien en face des faits.

Voyons d'abord encore une fois la manière dont a évolué la vie des hommes à l'époque moderne, cette vie qui s'est précipitée ensuite dans cette catastrophe. Nous avons alors avant toute chose à jeter un regard sur l'abîme qui apparaît profond, presque infranchissable, entre le prolétariat et le non-prolétariat. Quand nous regardons la vie culturelle de ce non-prolétariat, qu'est-ce qui s'oppose à nous? Bien certainement, cette vie culturelle a été copieusement glorifiée comme un énorme progrès au cours des temps modernes. On a toujours pu entendre sans cesse combien dans cette époque moderne les moyens de circulation ont emporté les hommes dans de vastes régions de la Terre, lesquelles si on les avait décrites d'une manière prophétique dans des époques antérieures, eussent été décriées comme des utopies. L'idée — ainsi a-t-on toujours et sans cesse prôné et loué avec exagération — vole à la vitesse de l'éclair vers de lointaines régions et les océans et ainsi de suite. On ne s'est jamais lassé de priser sans cesse le progrès. Mais aujourd'hui, c'est le moment d'ajouter à tout cela une autre considération. Aujourd'hui, c'est le moment de se demander: sous quelles conditions ce progrès est-il né? Il ne pouvait que naître en s'édifiant sur une infrastructure reposant sur les plus grandes masses de l'humanité, qui elles ne pouvaient pas participer à tout ce que l'on a tant loué ainsi de cette culture, et qui était édifié sur de grandes masses humaines qui devaient effectuer leur travail pour qu'existe cette culture réservée à quelques-uns, laquelle sous la forme où elle avait été créée, ne pouvait exister que parce que ces masses n'y avaient d'abord aucune part. Eh bien!, ces vastes masses ont grandi, elles ont repris leur esprit, et elles exigent maintenant à juste titre leur part. Leurs exigences sont en même temps les grandes exigences historiques du présent pour quiconque comprend réellement son époque. Et quand retentit aujourd'hui l'appel vers une socialisation de la vie économique, alors celui qui comprend son temps n'y reconnaît pas simplement les revendications d'une classe d'hommes, mais en même temps une exigence historique de la vie humaine du temps présent.

Un trait distinctif des classes humaines dirigeantes, qui participèrent à cette culture tant de fois louée et prisée, c'est qu'elles ont négligé presque toutes les occasions, au cours de l'époque moderne, qu'elles ne se sont pas montrées à la hauteur de toutes les occasions de franchir d'une manière quelconque l'abîme qui les séparait des masses du prolétariat qui surgissaient avec des revendications toujours plus justifiées. C'est justement dans les idées qu'on a échoué, dans ces idées qui auraient dû affluer dans la vie humaine, dans la vie sociale, pour permettre de franchir cet abîme. C'est déjà une particularité de cette vie spirituelle moderne, que l'on a tant prisée, qu'elle

soit devenue de plus en plus étrangère à la vraie vie réelle. L'individu poursuit toujours cette vie qui l'entoure immédiatement. Pour de larges milieux, ils ne se retrouvaient plus dans notre vie spirituelle, dans nos établissements d'enseignement, et ainsi de suite. Des exemples du genre, qui pourraient être fournis à partir des points de vue les plus variés, ne se comptent pas par dizaines, mais par centaines et plus.

Au début du siècle, un conseiller du gouvernement, le conseiller *Kolb* (2), a pris son destin en mains d'une manière singulière. Je mentionne volontiers ce *Kolb*, ce conseiller du gouvernement, car c'est tout à son honneur cette façon qu'il a eue de prendre son destin en main, et parce que je n'ai à ce propos aucun besoin de dire d'une quelconque manière quelque chose de dommageable à son sujet, ce que je ne fais pas volontiers. En un clin d'œil, Kolb a provoqué quelque chose dans sa vie que peu d'autres conseillers du gouvernement font. Les autres se laissent le plus souvent mettre à la retraite, quand ils ne veulent plus assurer leur service; lui, par contre se congédia lui-même, quitta sa fonction, émigra en Amérique et s'y fit embaucher comme travailleur ordinaire, d'abord dans une brasserie, puis dans une fabrique de bicyclettes. À partir des expériences que traversa ce conseiller du gouvernement, il rédigea ensuite un livre: « *Travailleur en Amérique* ».

Dans cet ouvrage, on tombe sur une phrase remarquable qui dit à peu près ceci: « Lorsque autrefois je rencontrais un homme qui ne travaillait pas, moi, je disais: « Pourquoi ce gueux ne travaille-t-il pas? ». À présent, je suis autrement informé. Et à présent, je sais aussi beaucoup d'autres choses; à présent, je sais que même la plus horrible activité dans les bureaux d'étude fait encore un bon effet. » C'est là un aveu qui caractérise profondément les rapports sociaux de l'époque. Un homme qui est sorti de notre vie spirituelle, à qui on avait confié le sort des hommes pendant de nombreuses années, — pendant autant d'années qui furent nécessaires pour produire un conseiller du gouvernement —, cet homme ne connaissait en effet rien au travail humain, c'est-à-dire, qu'ils ne connaissait rien de la vie humaine. Il dut d'abord provoquer lui-même un tournant dans sa propre destinée, pour apprendre quelque chose de la vie, qu'il était censée gouverner et dans laquelle il devait être efficace en tant que membre des classes dirigeantes. Il dut d'abord, pour savoir à quoi s'en tenir de cette vie-là, se faire embaucher comme ouvrier et il en vint ensuite à de toutes autres conceptions de la vie.

Cet exemple, qui pourrait vraiment être multiplié, ne renvoie-t-il pas à ce caractère de notre vie spirituelle, dans laquelle baignent les hommes qui gouvernent et qui est devenue si étrangère à la vie des grandes masses? Les grandes masses ont ressenti dans les besoins de leurs corps et de leurs âmes la manière dont les classes dirigeantes mènent cette vie économique. Elles ont perçu que quelque chose ne s'accordait pas, que ces classes dirigeantes n'avaient pas l'esprit qu'il fallait pour guider la vie économique. La question surgit donc aujourd'hui: comment s'en arranger autrement? Et dans bien d'autres rapports, on peut encore voir combien la classe dirigeante est devenue étrangère au cours du dernier siècle à ce qui aurait dû arriver, pour ne pas s'enfoncer dans la catastrophe. On parlait assurément avec un sentiment très sérieux et très digne, au sein de ces cercles dirigeants, de toutes sortes de beautés possibles, de l'amour du prochain de la fraternité qui doit régner entre les hommes, de la manière dont l'être humain devait être principalement bon, et d'autres choses du même genre. Mais on n'avait aucune relation avec la vie réelle. On recourut tout au plus une fois à des *enquêtes* (en français dans le texte, *ndt*). Une telle *enquête*, depuis le milieu du dix-neuvième siècle n'est plus une affaire aussi insensée. Celle-là fut réalisée à l'initiative du gouvernement anglais, auprès des directeurs d'exploitations minières. Les hommes qui, dans leurs habitations bien chauffées, discouraient sur l'existence humaine, durent alors apprendre, un jour, à quel genre de charbon ils devaient leur bien-être. Ils durent apprendre, que ce charbon (a), au sujet duquel ils évoquaient leur morale progressiste et leur vie spirituelle qui avançait, est extrait et remonté dans des puits de mines, dans lesquels on envoyait des enfants de neuf, onze ou treize ans, travailler toute la journée dès le lever du Soleil, et qui ne remontaient qu'à la nuit tombée, de sorte que ces pauvres enfants ne voyaient presque jamais la lumière du Soleil. On peut bien se permettre de parler ainsi sur le bien-être humain et sur l'amour du prochain, au sujet du charbon qui est ainsi

mis au jour. Et l'on pourrait encore raconter beaucoup de choses semblables. Et l'on doit s'interroger: à partir de telles occasions, des impulsions sont-elles nées dans les cercles dirigeants de l'humanité, pour intervenir réellement dans la vie sociale? Maintes personnes me rétorqueront: en effet, beaucoup de choses se sont améliorées. Mais je dirai alors: ce qui s'est amélioré, ne s'est pas amélioré par l'initiative de la classe dirigeante, non pas, mais par le combat difficile de ceux qui ont souffert dans ces circonstances.

Ce sont des choses sur lesquelles il faut bien aujourd'hui diriger son regard. On doit regarder aujourd'hui ce que l'ouvrier, qui trime du matin au soir, voit tout au plus de l'extérieur, lorsqu'il passe devant nos universités, devant nos cours complémentaires. Il ne connaît en effet que ce qui se passe dans les écoles primaires, et encore seulement ce qu'il peut y apprendre. Il ne sait pas comment les objectifs des écoles primaires sont décidés d'en haut; il voit seulement que ceux qui peuvent aujourd'hui diriger la vie économique ne proviennent pas de ces établissements. C'est ici qu'est située la première structure de la question sociale. En dépit de tous nos panégyriques au sujet de notre vie spirituelle, nous n'avons donc aucune vie de l'esprit qui soit à la hauteur des grandes tâches de l'époque.

Jetons à présent un regard dans la vie économique. Au moment où le mouvement social fit son apparition, on entendait très fréquemment du côté des cercles dirigeants, qui voulaient par ces mots s'en débarrasser: ils veulent partager ! Mais qu'en résulte-t-il de ce partage? C'est que chacun n'en reçoit que très peu. — Ensuite cette objection cesse; car d'un côté cela est très vrai, mais de l'autre, c'est très sot. Ces derniers temps elle a pourtant reparu sans cesse. Mais ce n'est pas cela qui importe. Celui qui regarde bien dans la structure particulière de notre vie économique, sait que la misère du corps et de l'âme des grandes masses des prolétaires a été provoquée par des raisons de fond toutes différentes. Il sait qu'une formation insuffisante de la vie de l'esprit a fait que l'on n'a pas compris comment amener un mouvement, qui a fait sans cesse des progrès techniques, à une forme telle que chaque homme pût en retirer une existence digne.

Certes, et à bon droit, on a de multiples fois renvoyé au fait que le mouvement social moderne est apparu au travers de la technique moderne, par les machines, par le capitalisme, qui a ravagé les âmes. On a simplement oublié que tout ce qui a ainsi surgi, ne pouvait pas être maîtrisé par la vie de l'esprit, telle qu'elle s'était développée de son côté.

Pourquoi est-ce arrivé ainsi? En même temps que la machine, l'industrialisation, le capitalisme, une aspiration déterminée a fondu sur l'humanité, pour s'y exprimer d'une manière telle que l'on vit soudainement un progrès dans le fait de laisser l'État absorber, si possible, toute la vie spirituelle. L'étatisation de la vie spirituelle, voilà ce qui fut considéré comme un grand progrès. Et aujourd'hui, on rencontre encore les plus acrimonieux préjugés, à ce sujet, quand on oppose quoi que ce soit contre cette étatisation de la vie spirituelle. Ceux qui, par leurs sympathies naturelles, baignent au beau milieu de cette vie spirituelle, donnent à entendre, avec un certain orgueil, que l'on a beaucoup plus progressé ainsi pour ce qui est de l'esprit, que dans l'ancienne et sombre époque du Moyen-Âge. Eh bien!, bien sûr!, nous ne voulons pas ici ravoire le Moyen-Âge! Nous ne voulons pas reculer, mais avancer. Mais une autre question doit alors surgir. On affirme: au Moyen-Âge, la théologie ou l'Église a placé la vie spirituelle, en particulier les sciences, à la traîne. Aujourd'hui, on doit s'interroger: à la traîne de quoi met-on aujourd'hui la vie spirituelle — ou bien même encore autres choses? Pour illustrer cela de nouveau, un exemple, que l'on pourrait multiplier non pas par cent, mais par mille. De nouveau, je dois parler d'un homme que j'estime hautement, parce que selon ma conviction, c'était un important investigateur de la nature (3). Il était en même temps, secrétaire général d'une société savante (4), qui avançait au sommet de la vie spirituelle allemande. Dans un de ses discours bien réussis, il voulut exprimer que ces érudits allemands, qui avaient le grand honneur d'être membres de l'Académie des Sciences de Berlin, y rattachaient là leur plus grande fierté. Quand on décrit quelque chose comme cela, on devrait à vrai dire renvoyer à un certain fait historique, qui n'est pas sans importance. Cette académie berlinoise avait toujours été ce

qui, pour ainsi dire, pouvait exprimer spirituellement l'impulsion du caractère des Hohenzollern. Un Hohenzollern du dix-huitième siècle (5) se trouva en effet un jour devant la nécessité de placer, à la tête de son académie des sciences, un président — je ne suis pas en train de vous raconter des histoires, mais bel et bien un fait historique —, et il crut honorer au mieux cette académie des sciences, en lui donnant comme président..., son bouffon! Mais le grand savant de la fin du dix-neuvième affirmait lui que ces grands érudits de l'Académie berlinoise s'en font leur plus haute gloire, d'être précisément les troupes coloniales des Hohenzollern (6).

On doit considérer de telles choses comme un symptôme d'époque. On doit voir là-dedans ce que la vie spirituelle est devenue dans sa dépendance du pouvoir de l'État et du pouvoir capitaliste, lequel est rattaché à ce dernier. Car si l'on ne veut pas partir de n'importe quel préjugé, mais si l'on veut concevoir une impulsion intérieure à partir des nécessités mêmes de la vie, et donc à partir de la réalité, alors on devra s'opposer à tous les préjugés qui circulent et s'avouer: la vie spirituelle ne peut recouvrer sa propre énergie, que si elle se libère de nouveau de l'État, et qu'elle s'établit totalement sur elle-même. Ce qui vit dans la vie de l'esprit, en particulier dans l'enseignement (appelée autrefois significativement en France *instruction publique*, *ndt*), doit recevoir son autonomie, depuis le sommet de la gestion de la vie spirituelle, jusqu'à l'enseignant situé au niveau scolaire le plus bas. Dans la gestion de la vie de l'esprit rien d'autre ne doit servir de règle que les énergies mêmes de cette vie de l'esprit. Ceux qui sont actifs dans cette vie de l'esprit, et qui la vivent de l'intérieur, doivent d'eux-mêmes constituer la structure qui assure la gestion autonome de cette vie de l'esprit et cela sur ses propres fondements.

C'est le premier point de ce qui est appelé ici la *Dreigliederung* de l'organisme social. Une telle vie de l'esprit pourrait être en relation avec la vie d'une toute autre manière que la vie spirituelle anti-sociale, dans laquelle nous nous sommes progressivement retrouvés, et hors de laquelle, à ce qu'il semble selon certains, nous n'aurions aucun besoin de sortir.

Quelqu'un qui a une réelle expérience dans ce domaine, peut bien s'exprimer justement à son sujet à partir de sa propre expérience. Je fus pendant des années (1899-1904, *ndt*) enseignant à l'Université populaire de Berlin (7), une université destinée aux travailleurs et créée par Karl Liebknecht. Je sais donc comment on dévoile les sources d'une vie spirituelle sur un territoire qui n'est plus réservé à une classe privilégiée et qui représente une vie de l'esprit luxueuse, mais en se fondant sur ce qu'on peut dire à tous les hommes, qui ont le désir de conquérir une existence dignement humaine, pour leur corps et leur âme. Et je sais encore quelque chose d'autre, à partir de cette pratique de vie qui fut la mienne. Je sais comment les travailleurs m'ont compris, comment ils m'ont de mieux en mieux compris, quand je me suis adressé à eux à partir d'une libre vie de l'esprit, celle qui est bien présente là pour tous les hommes, et pas pour une classe privilégiée. Parce que les travailleurs pensaient que l'on dût participer à ceci ou cela, il y eut alors aussi des occasions, lors desquelles j'eus l'opportunité d'accompagner les travailleurs dans des musées ou autres institutions, des lieux où l'on pouvait voir les témoignages d'une culture, une culture qui ne se trouvait pas là pour quelques-uns seulement et qui n'était pas une culture populaire, ou une vie spirituelle populaire. Alors je vis combien était profond l'abîme qui existait entre l'esprit et l'âme et comment ces gens, au fond, ne pouvaient pas réellement accepter intérieurement ce qui était né sur le terrain d'une culture pour quelques-uns seulement. Il y a là une erreur, à laquelle beaucoup s'abandonnent encore aujourd'hui. On croit qu'on encourage la formation du peuple, lorsqu'on jette aux grandes masses des bribes de ce qui a surgi dans nos universités, nos lycées ou autres institutions d'enseignement de notre culture, de ce qui est né seulement à partir de sentiments sociaux de quelques-uns. Qu'est-ce qu'on n'a pas fait pour activer une telle formation populaire! Bibliothèques populaires, universités populaires, théâtres populaires et ainsi de suite. Personne n'est jamais sorti de l'erreur qui consiste à croire que l'on pourrait transposer ce qui est spirituellement né du milieu sentimental d'une minorité, se tenant à l'écart, aux grandes masses populaires. Non, l'époque exige une vie spirituelle qui englobe tout d'une manière sociale. Mais elle ne peut naître que si ceux qui sont censés y prendre part, avec toute la vie de leurs sentiments et avec tous leurs

fondements sociaux à eux, forment une unité avec ceux qui engendrent cette vie de l'esprit. Pour cela, il faut une libération de la vie de l'esprit de la contrainte d'État ou du capital. Naturellement, dans une brève conférence, je ne peux pas tout indiquer — en tout cas pas tout ce qui est précisé dans mon ouvrage sur le point crucial de la question sociale —, ce qu'il y aurait seulement à dire sur la nécessité de replacer la vie de l'esprit, en dehors de l'État et en dehors de la vie économique, sur ses propres fondements à elle. Mais c'est là la première exigence pour la *Dreigliederung* de l'organisme social: une vie de l'esprit qui se développe à partir d'elle-même.

On n'a pas besoin de redouter une telle vie de l'esprit. On n'a pas besoin non plus d'avoir peur, lorsqu'on a une si mauvaise opinion des êtres humains et en étant éventuellement de l'avis qu'ils retomberaient dans l'ancien état d'analphabétisme ou autre choses semblables, au cas où les parents seraient de nouveau libres d'envoyer leurs enfants à l'école ou de les laisser traîner dans les rues, sans contrainte de la part de l'État. Non, le prolétariat précisément saura toujours de plus en plus ce qu'il doit à la formation scolaire. Et il ne laissera pas ses enfants en dehors de l'école, même s'il n'est plus forcé d'envoyer ses enfants à l'école, mais il les y enverra librement et de son plein gré. Et en particulier les tenants de l'école unique n'ont pas besoin d'avoir peur non plus que l'école soit détruite par une libre vie de l'esprit. Il ne pourra rien naître d'autre que l'école unitaire, si la libre vie de l'esprit est favorisée.

Voici donc d'abord ce que nous avons à dire sur la structuration de la vie spirituelle autonome vis-à-vis de l'État et de la vie économique.

Le second domaine de la vie que l'on doit considérer si l'on veut étudier aujourd'hui la question sociale, c'est celui la vie juridique. Les hommes ont développé à son sujet les opinions les plus diverses. Mais celui qui se décide à la considérer et à la ressentir directement à partir de la réalité, celui-là se dira: avancer n'importe quelle définition, n'importe quelle choses érudite au sujet du droit, c'est carrément comme si l'on voulait donner toutes sortes d'indications érudites sur la nature de la couleur bleue et de la couleur rouge. Sur le bleu et le rouge, on peut discuter avec tout un chacun qui dispose d'un oeil sain. Sur la conscience du droit, sur ce droit qui revient à tout homme, parce qu'il est un homme, on peut bien en discuter avec toute âme humaine éveillée. Et ce sont bien à des âmes humaines éveillées, à des âmes humaines de plus en plus éveillées, que nous avons à faire avec le prolétariat moderne.

En rapport avec ce fondement juridique de la vie, l'humanité plus récente, pour autant qu'elle appartienne aux classes dirigeantes, a en tout cas traversé une expérience remarquable. Ces classes dirigeantes ne purent, en effet, que répandre rien d'autre qu'une certaine démocratie sur la vie. Elles ont besoin, pour mettre en scène leurs intérêts capitalistes, d'un prolétariat adroit, d'un prolétariat qui entretienne le perfectionnement de certaines forces de l'âme. Dans la vie économique capitaliste moderne, on n'a plus besoin de l'ancienne vie patriarcale. Mais il apparaît à présent quelque chose de très désagréable pour une telle démocratie capitaliste unilatérale. À savoir, que l'âme humaine a la particularité, quand on développe en elle des facultés ou des forces particulières, qu'ensuite d'autres facultés en surgissent d'elles-mêmes. Ainsi l'humanité dirigeante voulut ne laisser se développer de préférence que ces forces de l'âme qui rendent l'ouvrier adroit, pour travailler dans les usines. Pourtant il se trouva naturellement que les âmes sortirent effectivement des anciens rapports patriarcaux, mais qu'en elles s'éveilla aussi, en particulier, cette conscience des droits de l'homme. Et elles virent même au sein de l'État moderne ce qui devait incarner le droit. Elles s'interrogèrent alors: est-ce là le sol sur lequel le droit fleurit réellement? Et que découvrirent-elles? Au lieu des droits de l'homme, elles découvrirent des privilèges de classes et des préjudices de classes. Et de cela s'ensuivit ce qu'on appelle la lutte moderne des classes du prolétariat, derrière laquelle ne se dissimule rien de plus ni rien de moins que la grande exigence, justifiée, d'une existence dignement humaine pour tous les hommes.

Telle est donc la seconde forme structurelle de la question sociale, la question du droit. Ce qu'elle signifie, on ne le reconnaît pourtant pas tant qu'on ne jette pas un regard sur la troisième forme structurelle, celle de la question économique. Au sein de la vie économique, deux choses se sont déversées qui n'appartiennent absolument pas à la vie économique. Ce sont le capital d'une part, et de l'autre, l'énergie du travail humain, alors que ce qui relève simplement de la vie économique, c'est ce qui se joue sur la valeur marchande. Je pense que ces dernières années, et en particulier en ce moment, les hommes ont pu s'informer très nettement sur le fait que le plus important dans le mouvement social prolétarien, c'est le prolétaire lui-même. Au point où en sont les choses aujourd'hui, ne peut vraiment plus juger du prolétariat celui qui, parce que l'époque déjà l'y incite, discute sur le prolétariat à partir de toutes sortes de représentations acquises d'avance. Non, ne peut juger de ces choses que celui dont le destin l'a amené à penser avec le prolétariat, à ressentir avec le prolétariat. On doit soi-même avoir vu comment pendant des dizaines d'années, le monde prolétarien se réunissait dans ces heures de la soirée, qui pouvaient être arrachées en luttant après un dur labeur, pour venir s'instruire sur le mouvement économique des temps modernes, sur la signification du travail, sur celle du capital, sur le sens de la consommation des marchandises, et de la production; on doit avoir vu quel énorme besoin de formation se développait chez les prolétaires derrière cette question essentielle, tandis que sur l'autre bord de l'abîme, au milieu des classes supérieures, les gens fréquentaient les théâtres, et s'adonnaient à maintes autres activités qui les amenaient parfois, à la rigueur, à poser le regard, depuis la scène en bas, sur cette misère prolétarienne. Là se développait le prolétaire; il se développait carrément à partir de *sa propre* vie de l'esprit. Et celui qui affirme aujourd'hui que la question prolétarienne, c'est une simple question de pain et de ventre, à celui-là on doit lui donner déjà la réponse: c'est déjà bien dommage d'en être arrivé à ce que la question prolétarienne fût devenue une question de pain, et donc de ne pas avoir pris garde plus tôt à autre chose, à savoir à l'exigence qui a surgi chez le prolétaire, à partir de toutes ses propres énergies, d'une existence dignement humaine; l'exigence d'une existence où le corps et l'âme n'ont plus besoin de se laisser dépérir. Car toutes les exigences du prolétariat sont finalement sorties de ceci et pas simplement d'une question de pain ou de ventre. Mais pendant que le prolétaire tentait ainsi de parvenir à connaître par lui-même, tandis qu'il entraînait dans la connaissance des formes économiques des temps modernes, la conscience s'éveilla en lui de la façon dont, à proprement parler il s'insérait, lui, en tant qu'homme, dans cette vie humaine. De son point de vue, il put regarder vers la conduite de la vie du côté des classes dirigeantes. Alors qu'on lui disait que l'histoire était un ordonnancement divin du monde, ou un ordonnancement moral du monde, ou bien l'ordonnancement universel des idées, lui, il ne put que constater que les classes dirigeantes s'épanouissaient au sein de leur ordonnancement du monde de façon à s'accorder, elles, la plus-value que, lui, avait produite. Voilà pourquoi les paroles du manifeste communiste (8) pénétrèrent si profondément dans les âmes prolétariennes et les amenèrent à la conscience de leur situation. Malgré tous les progrès des temps modernes, malgré toute cette soi-disant liberté nouvelle, le prolétariat reste condamné à vendre son énergie de travail sur le marché du travail comme une marchandise et à se la laisser acheter. De cela ressort l'exigence: les temps sont révolus, lors desquels l'homme devait encore vendre une partie de lui-même, ou devait se laisser vendre lui-même. Son sentiment, qu'il ne pouvait peut-être pas toujours exprimer en paroles claires, ramena le prolétaire en arrière vers des époques anciennes, vers les époques du servage. Et il vit comment de ces époques anciennes, l'achat de son énergie de travail avait subsisté. Car ce n'est rien d'autre que ceci qui se trouve à la base de la relation salariale. Alors il se dit: au marché appartiennent les marchandises. Les marchandises, on les apporte au marché, on les vend et on rentre chez soit avec le produit de la recette. Moi, je dois vendre mon énergie de travail à l'employeur, mais je ne peux pas aller vers lui et lui dire: comme tu as acheté ma force de travail pour autant et autant d'argent, alors je m'en vais; je dois me livrer moi-même! — Voyez-vous cela, en tant qu'homme, on doit aller avec son énergie de travail. Voilà ce que ressent le prolétariat comme une existence non-dignement humaine.

C'est alors que surgit la grande question: que doit-il se produire pour que l'énergie du travail ne puisse plus être une marchandise? Les hommes d'aujourd'hui, dans la mesure où ils appartiennent aux milieux dirigeants, au fond, se font vraiment très peu d'idées sur la force du travail. Ces gens-là sortent leur porte-monnaie et paient telle ou telle somme apparente d'argent. Quant à savoir s'ils réfléchissent sur le fait que, dans cette somme apparente qu'ils viennent de donner — qu'ils ont même peut être remise en coupons ou chèques —, se trouve « marchander » telle ou telle énergie du travail que revendique le prolétariat, c'est la grande question. En tout cas, ils ne se consacrent pas à des idées assez puissantes pour intervenir dans la vie sociale.

De quoi s'agit-il, c'est justement du fait que l'énergie du travail humain ne peut pas être comparée au prix de n'importe quelle marchandise ! il s'agit que la force du travail humain est quelque chose de tout autre qu'une marchandise. Cette force humaine doit sortir du processus économique. Et elle n'en arrivera pas autrement à sortir, que si l'on considère la vie économique comme un membre de l'organisme social, détaché de l'organisme juridique ou d'État proprement dit, de l'organisme politique. Cela pourra alors avoir lieu et je voudrais aussitôt vous illustrer cela par une comparaison. La vie économique confine d'un côté aux fondements naturels. Dans un domaine économique fermé, on ne peut pas arbitrairement faire de l'économie détachée, isolée. Avec des moyens techniques, on met le sol en valeur ou autre. Mais dans certaines limites, on doit se conformer aux ressources naturelles. Pensez à un certain nombre de grands propriétaires fonciers — et donc à leur façon aussi des capitalistes — qui diraient: si nous voulons en rester à ce bilan, ou même en obtenir un meilleur, alors nous devons avoir cent jours de pluie en été, entrecoupés de jours ensoleillés et ainsi de suite; naturellement, une parfaite bêtise, mais elle attire notre attention sur le fait que, d'un côté, on ne peut pas changer les ressources naturelles; comme nous ne pouvons pas exiger de la vie économique, que les forces de la nature soit préparées de telle ou telle manière dans le sol pour le blé. Nous devons nous adapter aux forces de la nature, elle se trouvent là, à côté de la vie économique. D'un autre côté, la vie économique doit être limitée par la vie juridique, c'est-à-dire: tout aussi peu que les forces de la nature dépendent de la conjoncture sur le marché, tout aussi peu l'énergie du travail humain doit dépendre de la conjoncture du marché. Comme une force naturelle, la force du travail humain doit être enlevée de la vie économique et placée sur le terrain du droit. Si elle est placée ainsi sur le terrain juridique, alors sur ce terrain pourra se développer tout ce en quoi un homme est l'égal d'un autre, en ne développant que de réels droits humains, en développant aussi un droit du travail. Quantité, forme et temps du travail y seront donc fixés, avant que le travailleur intervienne dans le processus économique. Alors, en tant qu'homme libre, il se tiendra en face de celui qui, alors, comme on le verra tout de suite après, n'est plus le capitaliste, mais sera celui qui guide et gère le travail et donc son collaborateur spirituel.

On peut bien dire d'aussi belles paroles qu'on veuille sur ce qu'on appelle le contrat de travail — aussi longtemps qu'il restera un contrat de salaire, il ne pourra toujours en surgir que l'insatisfaction du travailleur. Ce n'est qu'à partir du moment où l'on ne pourra plus conclure de contrat sur l'énergie du travail, mais purement et simplement sur la production commune du conducteur des travaux et du travailleur manuel, quand on pourra purement et simplement conclure un contrat sur le résultat à obtenir en commun, qu'il en ressortira une existence dignement humaine pour toutes les parties prenantes. Alors le travailleur fera face au conducteur de travaux comme à un libre associé. C'est à cela qu'aspire au fond le travailleur, même s'il ne peut pas s'en faire des représentations tout à fait aussi claires aujourd'hui. C'est ce qui repose à la base du problème économique véritable du prolétariat, dans l'exigence économique proprement dite: libération de l'énergie du travail du cercle économique, établissement du droit et de l'énergie de travail au sein de la seconde composante de la *Dreigliederung* de l'organisme social, à savoir le terrain juridique.

Et sur ce terrain juridique, il doit encore y avoir une toute autre structure nouvelle. C'est la nouvelle structuration qui plonge les hommes d'aujourd'hui dans la stupéfaction la plus totale, je veux dire la restructuration du capital. Pour ce qui est de la propriété privée, les hommes pensent socialement, pour le moins jusqu'à un certain degré, et certes sur un domaine qui leur semble moindrement

difficile, sur le domaine spirituel. Car dans le domaine spirituel, n'est-ce pas, ce qui compte en rapport avec la propriété, au moins en principe, c'est quelque chose de social. Ce que quelqu'un produit, et si ce quelqu'un est encore un homme avisé, un homme encore doué de talent — certes, il apporte ses aptitudes par sa naissance, mais c'est là une autre question —, mais ce que nous produisons de socialement précieux, spirituellement aussi, nous le produisons du fait même que nous nous trouvons au sein de la société. Il est reconnu dans le domaine spirituel, au moins en principe — car ce temps pourrait encore en être réduit — un usufruit de ce qui est ainsi produit spirituellement, qui ne peut plus continuer à être transmis en héritage, à partir de la trentième année qui suit la mort de son auteur (9). Ce délai pourrait être réduit, mais il est au moins reconnu que ce qui relève de la propriété spirituelle (« intellectuelle » en France... *ndt*) doit tomber dans le domaine public, et revenir donc à la propriété de tous, lorsque l'individu avec ses aptitudes individuelles n'est plus là pour le gérer. La propriété spirituelle ne doit pas, d'une manière quelconque, revenir à ceux qui n'ont plus rien à faire ensuite avec cette création.

Eh bien dites-vous que c'est aujourd'hui une exigence historique, que la même chose survienne à l'avenir pour le capital physique! Dites-vous bien qu'aujourd'hui, lorsqu'on dit cela aux hommes, à ceux qui se trouvent aujourd'hui au sein de l'éducation capitaliste, imaginez-vous quel genre de grises mines ils se mettent à faire! Et pourtant, c'est l'exigence la plus importante du présent, que le capital ne soit plus désormais introduit et mis en place de la même façon dans la société, que celle dans laquelle il se trouve introduit aujourd'hui. Il s'agit qu'à l'avenir, chacun, à partir de ces capacités individuelles, parvienne à la situation de gérer les moyens de productions qui existent dans un domaine déterminé. Et un moyen de production, en vérité, c'est le capital. Le travailleur lui-même y a le plus grand intérêt, à savoir, disposer d'un bon dirigeant spirituel en tant que gestionnaire ou gérant de ce capital; car de cette façon, on peut au mieux mettre à profit son travail. Le capitaliste devient alors lui, justement, la cinquième roue du carrosse, il n'est même plus nécessaire. C'est cela que l'on doit discerner. Il est donc nécessaire qu'à l'avenir les moyens de production soient rassemblés dans une branche économique donnée, ou bien pour une finalité culturelle donnée; mais aussi, ensuite que les capacités individuelles de l'homme ou du groupe d'hommes, qui ont réuni ces moyens de production, ne justifient plus leur propriété personnelle sur ces moyens de production, ces derniers doivent être transférés ou remis à d'autres, comme je l'ai exposé dans mon ouvrage « *Le point essentiel de la question sociale* », non pas transférés aux héritiers, mais à d'autres personnes, différentes, qui disposent de nouveau de capacités et d'aptitudes plus grandes pour gérer ces moyens de production au profit de la communauté. Comme le sang circule dans l'organisme humain, ainsi les moyens de productions circuleront à l'avenir, et donc le capital, dans la communauté de l'organisme social. Comme le sang ne doit pas stagner dans un organisme sain, mais irriguer partout le corps, pour tout faire fructifier, ainsi le capital à l'avenir ne doit plus s'amasser en propriété privée en n'importe quel point de l'organisme social. Quand il a rendu service en un endroit, il vaut mieux le transférer à ceux qui le géreront au mieux en un autre. Ainsi le capital est-il dépouillé de cette fonction-là qui, aujourd'hui, a provoqué les plus grandes nuisances sociales.

Mais les gens parfaitement sensés, qui s'expriment à partir du point de vue capitaliste, disent avec raison: toute économie consiste dans le fait que des biens existants soient remis, afin que l'on puisse obtenir des biens futurs. — C'est parfaitement exact; mais si l'on doit aussi observer de cette manière les règles d'une saine économie — à savoir que le passé dépose de bons germes pour l'économie de l'avenir, afin que l'économie ne dépérisse pas — alors le capital doit aussi avoir le caractère propre des biens. De nouveau ici les mines s'allongent tristement, quand on évoque cette exigence d'avenir. Des biens réels ont toutefois la particularité d'être consommés. Par cette consommation, ils cheminent comme tout ce qui est vivant. Notre ordre économique a utilisé jusqu'à présent le capital de manière à ce qu'il ne prenne pas ce chemin-là, ce chemin de la vie. On a recours au capital pour l'avoir simplement, et alors ce capital est arraché hors de la destinée que suivent tous les autres biens, qui se trouvent dans le processus économique. *Aristote*, avait déjà dit

(10) que le capital ne devait pas « mettre bas », mais ce capital, non seulement il a fait des petits, mais les jeunes qu'il a produits continuent de proliférer à leur tour, jusqu'à devenir grands; on peut indiquer le nombre d'années nécessaires au doublement du capital, s'il n'est que laissé à lui-même. D'autres biens, pour lesquels le capital ne devrait exister pourtant que comme représentant, ont la particularité soit de se détruire, soit de ne plus pouvoir être consommés, s'ils ne sont pas utilisés à temps. On doit donc apposer sur le capital, pour autant que c'est un capital financier, l'attribut qu'il participe à la destinée de tous les autres biens. Tandis que notre vie économique actuelle révère le capital et compte que ce capital doublera en un certain temps, une saine vie économique amènerait, quant à elle, le simple capital financier à disparaître dans le même temps, et à ne plus exister. C'est aujourd'hui encore quelque chose d'horrible, quand on dit cela aux gens qu'après 15 ans, ils ne doivent plus disposer du double du capital, mais qu'après un délai équitable, ce qu'est le capital financier ne doit plus exister du tout, parce que ce qui est introduit dans ce capital doit participer à sa détérioration par l'usage. Certes, on doit prendre aussi en considération mainte chose comme ce qui concerne l'épargne, etc.

Nous ne nous trouvons donc pas aujourd'hui devant de petits décomptes à imputer, mais devant de grandes déductions. Et nous devons avoir le courage d'en venir à reconnaître ces grandes déductions. Autrement l'ordre social, ou pour mieux dire, le désordre social, le chaos social fera irruption sur nous. Les hommes ne se doutent pas à ce sujet qu'il sont en train de danser sur un volcan.

C'est plus dans leur intérêt de continuer facilement l'ancien, alors que l'époque exige d'eux, non seulement de reprendre entièrement maintes institutions, mais de repenser complètement leurs vieux schémas de penser et de modifier leurs façons de voir.

Quand l'énergie du travail et le capital seront donc retirés hors du processus économique, où afflue alors le capital de la communauté, et que la force de travail sera remise au droit de l'homme libre, alors il n'y aura plus, au sein même du processus économique, que la consommation de marchandises, la circulation des marchandises, et la production des marchandises. Alors on aura simplement à faire avec des valeurs de marchandises. Et, au sein de ce processus économique, qui peut à présent être remis à lui-même, en tant que membre d'un organisme socialement sain, pourra naître alors la conception dont on peut dire: on ne produit pas simplement pour produire, mais on produit pour consommer. Alors naîtront ces associations coopérantes, qui seront formées à partir des centres d'activités, mais, pour préciser, qui seront formées à partir des consommateurs et des producteurs ensemble **(b)**. De ces associations coopérantes surgira alors ce qui est remis au hasard du marché. Ce qui décide aujourd'hui sur le marché est totalement soustrait à la pensée humaine au jugement humain: l'offre et la demande. À l'avenir, les associations coopérantes devront décider de ce qui conditionne à partir du marché, la formation du prix, la formation de la valeur marchande des biens. Rien que de cette manière, un homme produira autant qu'a de valeur le produit de toutes les marchandises dont il a besoin pour sa consommation, jusqu'à ce qu'il parvienne à produire une même quantité de marchandises. Ce sera là une vie économique juste. Ce sera une vie économique dans laquelle le prix d'une sorte de marchandises ne surpassera pas d'une manière disproportionnée les prix des autres types de marchandises. Aujourd'hui, où la rétribution est encore contenue dans le processus économique, et où le travailleur n'est pas le compagnon libre de l'administrateur spirituel du processus, la chose en est encore au point où au sein du processus économique, le travailleur doit lutter d'un côté pour obtenir une hausse de sa rétribution, et, de l'autre, il faut à cause de cela boucher un trou qu'un autre a apprêté: la rétribution est plus élevée, les denrées deviennent plus chères et ainsi de suite. Cela n'arrive que dans un processus économique, qui est corrompu par des rapports de capital et de rétribution. Dans un processus économique, dans lequel les associations coopérantes, les communautés d'intérêts, détermineront les valeurs des marchandises, et certainement pas selon l'offre et la demande, qui sont remises au hasard, mais à partir d'un discernement, du bon sens, que seulement dans un processus économique de ce genre, tout homme peut trouver une existence dignement humaine. Au fond, c'est à un tel processus économique

qu'aspirent aujourd'hui ardemment les masses prolétaires; c'est la vraie exigence dans la vie économique.

Sur des domaines particuliers, aujourd'hui déjà, on voit les choses plus clairement. Prenez, par exemple, la question des conseils d'entreprise (c), qui sont si défigurés aujourd'hui par la loi. Si les conseils d'entreprise devaient devenir ce que réclame réellement le prolétaire, alors ils ne devraient pas pouvoir s'orienter tout simplement à la traîne de l'État, exactement comme autrefois cela s'ensuivait pour la vie spirituelle, mais ils devraient développer une activité sociale réellement profitable. Mais pour cela, il faudrait placer la vie économique sur son propre terrain, et pour cela, il faudrait que vissent d'autres types que ces conseils d'entreprise, il y faudrait des conseils de transport et de circulation, et d'autres conseils encore; et ceux-ci devraient naître de la vie économique et former leurs conceptions à partir de leurs expériences économiques.

Je sais qu'aujourd'hui vraiment beaucoup de gens disent: il ne règne absolument pas de formation au sein de la vie économique, pour en arriver à ce à quoi on veut en arriver. Ainsi les gens parlent-ils, quand ils discutent des idéaux, pour la raison qu'il n'ont plus besoin ainsi de mener à bonne fin ce qui est possible dans la réalité. Ainsi parlent les gens pour qui l'idéal, c'est quelque chose vers quoi on ne doit pas s'efforcer et de fait ils n'ont plus besoin alors d'aspirer à faire ce qui est le plus immédiat. Celui qui sait que le savoir d'expérience, qui résulte de la pratique, a infiniment plus de valeur que tout ce qui est peut être apporté d'en haut, celui-là sait aussi que de tels conseils d'entreprise ne doivent pas seulement être mis en place pour des entreprises particulières, mais ils doivent aussi être édifiés de manière interactive entre les entreprises économiques. Les conseils d'entreprise doivent relier l'entreprise particulière avec de tout autres types d'entreprises, servir d'intermédiaire à cette interaction, ils doivent donc se constituer en conseils d'entreprise, conseils de transports, conseils de gestion économiques. Si cela naît du terrain même de la vie économique, alors on en arrivera à ce que ces conseils ne seront plus là pour la décoration, mais qu'ils deviendront un facteur humain, qu'ils deviendront des structures de la vie économique elle-même. Mais c'est ce qui est nécessaire.

Ce n'est vraiment pas à partir de n'importe quelle argutie, ni non plus à partir de théories nébuleuses, qu'est sortie ce que j'appelle la *Dreigliederung* de l'organisme social, mais à partir d'une observation réelle des nécessités de la vie du présent et de l'avenir. Et c'est réellement dommage qu'il se trouve si peu d'hommes aujourd'hui, qui sont en état de tourner leur regard sur cette nécessité de la vie à partir de la vie spirituelle à laquelle nous sommes parvenus jusqu'alors. Les gens dénigrent aujourd'hui ce qu'est justement la pratique, en disant: c'est de l'idéologie, c'est de l'utopie. Qu'est-ce qui repose là-dessous? Les uns disent: la socialisation des moyens de production est indispensable. C'est aussi ce que je dis. Mais je dis aussi: savoir quelle voie emprunter pour en arriver là, c'est également indispensable. Je n'ai fait aujourd'hui qu'esquisser ce que je veux dire. Nous n'avons pas aujourd'hui besoin de simples objectifs, mais aussi des voies et du courage pour emprunter ces voies. Beaucoup de gens me disent que ce que je dis est difficile à comprendre. — Eh bien! c'est nécessaire en tout cas de comprendre ce que je dis, et plus encore, qu'on veuille mettre plus en oeuvre que ce qu'on met habituellement en oeuvre aujourd'hui pour comprendre. Ce qui est nécessaire, c'est de regarder dans la vie réelle, et non pas de juger à partir de n'importe quelle revendication subjective. Il est nécessaire aussi que l'on parvienne à rassembler son courage pour penser radicalement dans certaines choses comme l'exige notre époque de la part de tout homme éveillé.

À vrai dire, ces dernières quatre ou cinq années j'ai éprouvé que les hommes comprennent des choses que moi je n'ai pas comprises. Ils ont même disposé ce genre choses, dont ils alléguaient la compréhension quand elles leur venaient de certains lieux, dans un joli cadre, afin de pouvoir mieux les contempler sans cesse. Des choses qui viennent des grands quartiers généraux ou autres lieux semblables, mais il fallait en tout cas d'abord en ordonner la compréhension. On ne peut jamais commander la compréhension de choses qui doivent être comprises à partir d'un courage intérieur

dans la vie. Le temps est venu, à présent, où les hommes ne doivent plus se laisser commander, mais où il faut qu'ils soient en état d'acquiescer un réel jugement à partir des expériences de la vie, à partir d'une observation sans préjugé de la vie, sur ce qu'il est indispensable de faire avant qu'il ne soit trop tard.

Mais on fait aujourd'hui des expériences étranges. Je ne raconte pas volontiers des choses personnelles, mais aujourd'hui ce sont ces choses personnelles qui règnent sur la vie. En avril 1914, lors d'une petite réunion à Vienne (11) — et c'est intentionnellement de Vienne, vous le savez, la catastrophe de la guerre est partie d'Autriche — je fus pressé d'exprimer mon jugement sur la situation sociale, à l'époque, pas seulement la situation sociale du prolétariat, mais aussi celle de l'Europe entière. Je donnai alors à entendre que la question sociale en Europe tendait à la formation d'une tumeur et de fait la guerre en a surgi peu après. — Je fut contraint de récapituler mon jugement quelque peu dans les paroles suivantes — en avril 1914, je vous prie de retenir ce point — : celui qui considère profondément nos rapports sociaux, tels qu'ils se sont progressivement édifiés, ne peut en venir qu'à une grande inquiétude sur la civilisation, car celui-là voit comment dans la vie sociale s'est développé un carcinome, une sorte de maladie cancéreuse, laquelle doit éclater d'une manière des plus épouvantables dans le futur proche.

Ainsi dus-je alors signaler dans quoi le capitalisme mondial poussait les hommes, dans le plus proche futur. Celui qui disait cela, à ce moment-là, passa naturellement pour un idéaliste dépourvu de sens pratique, pour un utopiste, un idéologue, car les praticiens, eux, parlaient alors tout autrement. Comment s'exprimaient-ils à l'époque ces hommes de la pratique sur l'ensemble de la situation mondiale? Ils ne parlaient pas de maladie cancéreuse. Non, non. Ils parlaient quelque peu comme le ministre allemand des affaires étrangères (12), en ce printemps de 1914, s'adressant à ses messieurs éclairés du Parlement allemand — éclairés, ils l'avaient été, très certainement, car ils étaient pourtant compétents — : nous allons au devant d'un temps de paix, car la détente générale fait des progrès réjouissants. Nous nous trouvons dans les meilleurs rapports avec la Russie; le cabinet de Saint Pétersbourg n'écoute rien de ce que dit la meute journalistique. Avec l'Angleterre, nous avons entamé des négociations qui donnent beaucoup d'espoir et qui doivent aboutir effectivement dans un futur immédiat au profit de la paix mondiale. La manière dont les deux gouvernements se situent généralement fait que les rapports deviennent de plus en plus intimes. — Ainsi parlaient ces praticiens qui ne furent point invectivés comme idéalistes. Et la détente générale fit de tels progrès que ce qui s'ensuivit, nous l'avons tous très douloureusement éprouvé. Des sentiments étranges peuvent se faire valoir, quand on entend quelque chose comme ça, comme il nous a été donné d'entendre récemment à la conférence de la Société des Nations (13), où les gens parlèrent sur tout ce dont il est possible de parler à partir d'anciennes marottes du penser. C'est seulement qu'ils ne parlèrent pas du tout d'une manière conforme aux faits de ce qu'est le plus grand mouvement du moment, sur le mouvement social, qui est pourtant le seul capable de fonder une véritable Société des Nations.

C'est alors que l'on obtient, à partir de ces anciennes marottes du penser de la part de personnes très judicieuses, des réponses tout à fait singulières. Il y a quelque temps à Bern, un monsieur très avisé m'a répondu — je ne veux jamais méconnaître des personnes pleines de bon sens — : je ne peux pas me représenter que quelque chose de particulier ressorte de cette *Dreigliederung*, puisque tout doit néanmoins former une unité. Le droit ne peut pas simplement s'ensuivre du terrain politique, et ainsi de suite. — Ce qui est nécessaire, c'est justement que sur le terrain du droit, le droit se développe, alors la vie économique disposera aussi du droit, ensuite la vie spirituelle aura le droit. Et quand on dit, que l'unité de l'organisme social est découpée, moi je dis: ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour moi! Il ne s'agit pas de découper la haridelle (d), mais de la mettre sur ses quatre pattes. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, à savoir de couper en tranches l'organisme social, mais bien de le poser sur ces trois jambes saines, sur une vie juridique saine, sur une vie économique saine et sur une vie de l'esprit saine. Alors se développe déjà l'unité qu'aujourd'hui l'on vénère comme une idole en tant qu'État unitaire, mais que l'on doit aussitôt abandonner si l'on veut le socialisme.

Voici plus d'un siècle, les hommes ont sans cesse parlé du grand idéal social de l'humanité, des plus grandes impulsions sociales: égalité, liberté, fraternité. Certes, des gens très avisés du dix-neuvième siècle ont sans cesse démontré que ces idéaux ne sont pas réalisables, parce qu'on ne les a vus que sous l'hypnose de l'État unitaire; de là provient la contradiction. Aujourd'hui, cependant, c'est le moment de devoir réaliser ces idéaux, étant donné que ces trois impulsions de la vie sociale doivent être appréhendées. Et elles ne peuvent le devenir réellement qu'au sein de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Dans la vie spirituelle, qui doit reposer sur son propre sol, les facultés individuelles doivent se développer sur le terrain de la liberté. Sur le domaine du droit, ce qui doit régner c'est ce par quoi un homme est l'égal d'un autre, ce sur quoi en tant qu'égal de tout homme devenu majeur, celui-ci peut régler lui-même, ou par son représentant, la relation qu'il entretient avec les autres hommes, y compris les rapports du travail. Et sur le terrain de la vie économique, qui ne peut fleurir que par la communauté fraternelle, que ce soit une communauté de consommateurs ou bien de producteurs **(b)**.

Dans la *Dreigliederung* de l'organisme social, régneront la liberté, l'égalité et la fraternité, parce qu'elle a trois composantes: liberté sur le terrain de la vie spirituelle, égalité sur le terrain démocratique **(e)** de la vie juridique, fraternité sur le terrain de la vie économique.

Je n'ai pu ici vous indiquer que quelques points de vue tirés de ce sur quoi il est aujourd'hui indispensable de réfléchir en ce très grave moment; la chose la plus indispensable, sur laquelle il faut réfléchir si l'on veut contribuer à sortir de la confusion et du chaos en mettant sérieusement la main à la pâte, et non plus s'enfoncer encore plus profondément dans le trouble et le chaos. Il ne s'agit pas aujourd'hui de penser à des petits changements, mais de mobiliser son courage et de s'avouer franchement qu'aujourd'hui de grands règlements de compte sont venus à échéance. Celui qui, disposant d'une âme éveillée, peut avoir réellement une vision immédiate de qui commence à survenir aujourd'hui, celui-là doit se dire: nous ne disposerons bientôt plus de beaucoup de temps pour réfléchir. C'est pourquoi il nous faut prendre de préférence une voie qui peut être empruntée chaque jour. Et ce qui peut être commencé chaque jour c'est ce qui est donné au travers de la *Dreigliederung* de l'organisme social. Seul celui qui voudra bien faire route dans cette pratique, que la catastrophe mondiale nous a apportée, voudra appeler ce qui est réellement pratique, un idéalisme qui n'a pas de chances d'aboutir.

Si une guérison doit survenir dans l'organisme social, alors il sera nécessaire que l'on se libère fondamentalement de cette idolâtrie superstitieuse de la pratique, qui n'est rien d'autre que du brutal égoïsme humain. On devra faire profession de cet idéalisme-là, qui n'est pas un idéalisme unilatéral, mais une pratique de vie authentique. Celui qui se pense de bonne foi avec notre époque, se posera aujourd'hui la question: comment puis-je me mettre sur le chemin du remède pour arriver à contrer les nuisances sociales? Et il serait à espérer que de plus en plus d'hommes s'y missent, avant qu'il ne fût trop tard. Et il pourrait très bientôt être trop tard.

Notes :

(1) « *An der deutsche Volk und die Kulturwelt* » 1^{ère} édition Dornach 1919, paru également en tracts et dans de nombreux journaux. Voir aussi à ce sujet „Articles sur la *Dreigliederung* de l'organisme social et sur la situation du moment 1915-1921 », **GA 24**, Dornach 1982, p.428 et suiv..

(2) *Alfred Kolb* : « Als Arbeiter in Amerika » (Comme travailleur en Amérique), 2^{ème} édition, Berlin 1904.

(3) « *un important investigateur de la nature* » : Émile Du Bois-Reymond (1818-1896), représentant principal de l'orientation physico-chimique dans la physiologie. « Discours » 2 vol., Leipzig 1885-1887, 2^{ème} édition, Leipzig 1912.

(4) « *une société savante* » : Académie Prussienne des Sciences, fondée en 1700 à l'instigation de Leibnitz par Frédéric I^{er}.

(5) « *Un Hohenzollern du dix-huitième siècle* » : Frédéric Guillaume I^{er}, nomma l'ivrogne Gundling président de l'Académie des Sciences pour en honorer la société.

(6) « *troupes coloniales des Hohenzollern* » : La citation est librement rapportée. Littéralement : « l'Université de Berlin, installée en vis-à-vis du Palais royal, est par sa fondation le corps de régiment spirituel de la

Maison des Hohenzollern. » Citation du recteur du 3 août 1870. « Discours » vol.I 2^{ème} édition, Leipzig 1912, p.418.

(7) « *enseignant à l'École de formation populaire de Berlin fondée par Liebknecht* », voir Rudolf Steiner « *Mon chemin de vie* (Autobiographie) », **GA 28**, Chap. XXVIII.

(8) « *manifeste communiste* » : Document fondateur du Socialisme, brochure rédigée par Marx et Engels, parue en 1848 à Londres.

(9) « *à partir de la trentième année qui suit la mort* » : la protection des droits d'auteur de la littérature et des arts plastiques dure aujourd'hui en général 50 ans. Dans l'Allemagne de l'Ouest, elle fut portée à 70 ans en 1965 par une loi sur le droit d'auteur.

(10) « *Aristote, avait déjà dit* » : De là aussi le nom de $\diamond \square \clubsuit \wp \square \#$ qui signifie aussi bien « jeune », car le jeune aspire à être semblable à son éducateur, ainsi l'intérêt se comporte vis-à-vis de l'argent. Et cette sorte d'art du gain est des plus contre-natures qu'il puisse exister » « *Politique* », Premier Livre, 10^{ème} Chap. , 128b, d'après la traduction de Franz Susemihl.

(11) « *lors d'une petite réunion à Vienne* » : Conférence du 14 avril 1914 devant les Membres de la Société Anthroposophique, dans « *Nature intérieure de l'homme et vie entre la mort et une nouvelle naissance* », **GA153**, Dornach 1978, p.174 et suiv.. Littéralement : « On produit aujourd'hui pour la marché sans aucun égard en retour sur la consommation, non pas au sens de ce qui a été rapporté dans mon essai « *Science de l'esprit et question sociale* », mais on emmagasine tout ce qui est produit dans les entrepôts et par les marchés monétaires et ensuite on attend de savoir combien en est vendu. Cette tendance deviendra de plus en plus forte jusqu'à ce qu'elle s'anéantisse d'elle même — et vous en connaîtrez la raison par ce que j'aurai à vous dire ensuite. Il en résulte que cette façon de produire s'introduit dans la vie sociale, dans la contexte social des hommes sur la Terre, exactement de la même façon qu'un cancer s'introduit dans l'organisme. C'est exactement le même, une formation cancéreuse, un cancer culturel, un carcinome de la culture ! Celui qui considère la vie sociale, celui qui la perçoit spirituellement à jour, y voit une formation cancéreuse et partout il voit surgir de terribles prédispositions à ces carcinomes sociaux. C'est la grande inquiétude au sujet de la culture, qui s'éveille pour celui qui perçoit à jour l'existence. C'est l'élément redoutable qui agit en opprimant et qui peut même ensuite, si l'on pouvait réprimer tout enthousiasme pour la science spirituelle, si l'on pouvait réprimer ce que la parole libre ouverte peut faire pour la science spirituelle, amener à hurler pour ainsi dire, le remède qu'elle représente, à le crier pour contrecarrer ce qui est déjà en train et qui va s'imposer de plus en plus fortement. »

(12) « *le ministre allemand des affaires étrangères* » : Gottlieb von Jagow (1863-1935), secrétaire d'État des Affaires extérieures 1913-1916.

(13) « *la conférence de la Société des Nations* », du 7 au 13 mars 1919 à Berne. Le 11 mars 1919, Rudolf Steiner tint une conférence publique dans la grande salle du Conseil de Berne : « *Les fondements réels d'une Société des nations dans les forces économiques, juridiques et spirituelles des peuples* », **GA 329**.

Épilogue

Après une discussion, dans laquelle intervinrent principalement des permanents des partis et des syndicats, Rudolf Steiner reprit encore une fois la parole :

« À vrai dire, j'aurais préféré que du côté des intervenants, on eût abordé les choses que j'ai présentées ici devant eux. On aurait pu ensuite donner une forme quelque peu plus féconde à la discussion. Par conséquent je ne pourrai que renvoyer et rendre attentif encore qu'à certaines choses.

Certains intervenants ont dit que dans mes considérations, rien de neuf n'a été présenté devant eux. Eh bien !, je connais très exactement l'évolution du mouvement social. Et celui qui affirme, que l'essentiel de ce qui a été aujourd'hui amené, au travers des expériences précisément du nouvel ordre de la situation sociale, par la catastrophe mondiale, ne soit pas quelque chose de nouveau, celui-là doit devenir conscient qu'il est en train de dire quelque chose d'absolument inexact. En réalité, c'est un tout autre état des choses qui se présente : les intervenants n'ont pas entendu ce qui est nouveau. Ils se sont limités à entendre une paire de choses, lesquelles, naturellement parce qu'elles sont justes, furent avancées en critique de l'ordre social usuel. Ils sont habitués, depuis de

nombreuses années, à entendre tel ou tel mot d'ordre : ça ils l'ont entendu. Mais tout ce qui a été dit, entre ces mots d'ordre, au sujet du *Dreigliederung* de l'organisme social, de ce qui peut être atteint en socialisation réelle de tout côté, de cela, les orateurs qui viennent d'intervenir n'ont rien entendu. Et c'est pourquoi ils se sont bien gardés probablement aussi dans leurs discussions de parler de ce qu'ils n'ont pas entendu. Je comprends cela. Mais je comprends aussi que naturellement ensuite une discussion féconde à proprement parler ne puisse résulter de cette affaire.

Nous avons par exemple entendu un intervenant qui, carrément comme s'il n'avait pas vécu ces cinq ou six dernières années, s'est étendu sur les vieilles théories, du genre de celles qui ont été maintes fois traitées avant cette catastrophe. Il a bravement remis en avant toutes les théories de la plus-value et autres (1), qui sont très certainement tout à fait justes, mais qui nous ont été présentées et représentées d'innombrables fois. Il a seulement oublié que nous vivons aujourd'hui dans une autre époque, une époque toute différente. Il a oublié, par exemple, que des meneurs socialistes, des gens qui ont du crédit, quelques mois encore avant la capitulation allemande ont affirmé : Quand cette catastrophe mondiale sera passée, alors le gouvernement allemand devra se positionner tout autrement vis-à-vis du prolétariat qu'auparavant. Les détenteurs allemands du pouvoir devront tenir compte du prolétariat d'une manière toute différente qu'avant, dans toutes les négociations gouvernementales et dans toutes les dispositions législatives. — Mais on a dit aussi du côté socialiste : on devra prendre en considération les partis socialistes.

Eh bien ! les choses se sont passées autrement. Les détenteurs du pouvoir ont été engloutis dans l'abîme, les partis étaient là. Ils se trouvent aujourd'hui devant une tout autre situation du monde. Devant ce nouvel état du monde, on ne devrait pas simplement ne pas faire attention à de nouvelles idées, et écouter uniquement les partis, naturellement parce qu'ils ont toujours eu du crédit, aussi longtemps qu'il existe un mouvement social, mais l'on devrait acquérir la capacité d'aborder ce qui, pour le temps actuel, est de la plus immédiate nécessité. Sinon nous serons toujours devant le grand danger, qui était toujours là au fond dans l'ancien ordre du monde consacré : quand quelque chose arrivait, de ce qui regardait les faits, de ce qui était donc tiré de la réalité, on l'interprétait comme de l'idéologie ; on expliquait : c'est de la philosophie, cela n'a rien à faire avec la réalité et l'on frayait ainsi la voie à la réaction. Ce serait la pire des choses, si le parti socialiste tombait dans une sorte de torpeur réactionnaire, s'il n'était pas capable de progresser avec des faits qui parlent un langage aussi éloquent.

Voilà, c'est cela qui importe aujourd'hui. *Marx* a forgé une belle parole, après avoir appris à connaître les marxistes — cela arrive effectivement à beaucoup de gens qui s'efforcent d'apporter quelque chose de nouveau dans le monde — : pour ce qui me concerne, je ne suis pas marxiste (2). — Et *Marx* a montré en toute circonstance — je fais seulement souvenir des événements de 1870-71 —, la manière dont il a appris de ces événements. Il a montré en toute occasion, qu'il était toujours en état de progresser avec l'époque. Il trouverait aujourd'hui très certainement que l'époque est mûre pour découvrir dans la *Dreigliederung* de l'organisme social la possibilité d'une solution réelle à la question sociale. Continuellement, on parle de voies nouvelles, et quand on montre une voie nouvelle, pour laquelle sans doute un réel courage est nécessaire, alors on dit : ce n'est pas une nouvelle voie qui nous est montrée ; ce n'est qu'un objectif qui nous est indiqué. C'est alors qu'on voudrait demander : est-ce quelqu'un a déjà pensé à cette voie-là qui rend nécessaire qu'intervienne une sorte de gouvernement de liquidation ? C'est ce qui de fait est très inhabituel pour les gens dans leurs habitudes de pensée. Les anciens gouvernements, le gouvernement socialiste aussi, ne pensent à rien d'autre, qu'à ce que sera la belle et brave continuation de ce qu'était le gouvernement d'avant. Ce dont nous avons besoin, c'est que ce gouvernement conserve seulement l'initiative au centre, à savoir le contrôle sur les services de sécurité, d'hygiène et autres chose du même genre, et qu'il devienne à gauche et à droite, un gouvernement de liquidation : pour préciser, en abandonnant la vie spirituelle, de manière que celle-ci passe à une gestion autonome et en posant la vie économique sur ses propres fondements à elle.

Ce n'est pas une théorie, ce n'est pas une philosophie, c'est le renvoi à ce qui doit être fait. Et pour que cela soit fait, il y faut une compréhension de sa nécessité. Il faut que l'on se démette de l'ancienne habitude, de vouloir écouter seulement ce qui plaît justement à soi, et de ne pas vouloir écouter ce qui est inconnu pour soi.

Quand un orateur se présente, qui, d'une manière curieuse, s'empêtre dans des contradictions pratiques et ne le remarque même pas, alors on voit déjà combien il est véritablement impossible que l'on puisse trouver une voie pratique. Un orateur en est aujourd'hui arrivé à dire : le pouvoir politique réel repose sur des fondements économiques. Et ensuite, après avoir ajouté quelque chose — bien sûr de ce fait on ne le remarque plus autant — il a dit : la première chose c'est de conquérir le pouvoir politique pour s'emparer ensuite du pouvoir économique. — Donc d'un côté, on déclame : celui qui a le pouvoir économique dispose aussi du pouvoir politique. Et tout de suite après, une paire de phrases plus loin, on dit : nous devons d'abord avoir le pouvoir politique, alors nous obtiendrons aussi le pouvoir économique. Avec de tels orateurs, on ne pourra pas en effet emprunter des voies pratiques. On ne peut s'engager sur une voie pratique que si l'on est en situation de penser juste, et de ne pas s'égarer sur les voies du penser.

On ne pourra pas aller plus loin en restant figés à des objections du genre : le penchant naturel à la commodité rend nécessaire que les hommes soient *contraints* à l'école unitaire. Tout ceux qui autrefois étaient les détenteurs du pouvoir ont avancé des choses analogues. On a vu des gens au gouvernement qui vraiment n'étaient pas plus sensés que ceux qui étaient gouvernés. Mais la manière de parler, ils en sont toujours venus à bout : si nous ne forçons pas les gens, à faire telle ou telle chose, alors il ne font rien spontanément d'eux-mêmes.

C'est un phénomène singulier que de voir maintenant ce genre de choses apparaître sur le terrain socialiste. Puisque ce qui serait justement requis de voir, c'est ce dont il s'agit en réalité : la possibilité d'ouvrir l'esprit pour ce qui est indispensable, de ne pas rester attachés à des théories seringuées depuis longtemps dans les crânes. C'est pourtant ce qu'on réclame sans cesse. Quand on dit : on doit conquérir le pouvoir !, on a donc en tête une théorie nébuleuse. Car quand on a conquis le pouvoir, on doit aussi savoir quoi faire avec ce pouvoir. Autrement, on n'avance pas. Conquérir donc le pouvoir — si, étant en pouvoir, vous ne savez pas ce que vous devez faire, alors tout votre pouvoir, c'est en pure perte. Il s'agit justement *avant* d'en venir au pouvoir, de savoir clairement et nettement ce qu'on va faire avec ce pouvoir.

Quand on dit d'un côté : après que la Révolution du 9 novembre a réussi —, dont on pourrait tout aussi bien dire, qu'elle a échoué. Et quand on dit d'un autre côté : l'étranger considère la Révolution comme un bluff —, et c'est même le cas au fond, parce que le pouvoir a été conquis et les possesseurs du pouvoir ne savent pas ce qu'ils doivent en faire. Quand chacun en reste bloqué aux vieilles opinions des partis, alors on peut bien en appeler à l'unité. Il existe une méthode, pour exhorter à faire l'unité, c'est celle de percevoir vraiment où sont les maux. C'est de cette manière que l'impulsion de la *Dreigliederung* recherche à produire l'unité. C'est simplement et objectivement une calomnie que de dire que l'on doit fonder un nouveau parti ou une nouvelle secte. C'est là un non-sens. Et quand la résolution, suite à d'innombrables réunions aura été prise, je suis parfaitement tranquille, que cette résolution jamais ne satisfera. Satisferait-elle, alors cela aurait pour conséquence, que l'on mît aussitôt à la porte les tenants actuels du pouvoir. On n'a pas besoin d'avoir peur que d'une manière quelconque l'unité puisse être perturbée. Mais il existe une autre méthode, pour détruire l'unité, c'est celle d'en rester figés à ses principes et de dire ensuite : si vous ne me suivez pas, alors vous n'êtes justement pas unitaire. C'est aussi une méthode, pour prêcher l'unité, ce par quoi on veut dire en vérité : nous ne pourrons être unis que si vous me suivez. C'est cela que mijotent dans leurs têtes aujourd'hui à vrai dire vraiment beaucoup de gens.

Comme déjà dit, je regrette de ne pouvoir pour cette raison entrer dans les détails, car, à la vérité, pas un seul des orateurs dans la discussion n'a effleuré les choses qui ont été présentées dans ma conférence. On a même dit en guise de conclusion que j'avais philosophé. Le genre de philosophie que les orateurs ont pratiquée dans la discussion, on peut sans doute appeler tout cela une

philosophie peu lucrative. Mais quant à savoir si justement avec ce genre de philosophie telle que celle qu'a développée le dernier intervenant, on en vient à ce qui peut vraiment apporter de l'aide, on en reste pourtant bien dans une énorme expectative.

Ce qui est donné dans cet organisme social triplement organisé, cela avait d'abord été donné comme une impulsion **(3)** pendant cette terrible catastrophe de la guerre, au moment où je croyais que le temps était mûr. À cette époque, alors que nous n'avions pas encore cette monstrueuse paix de Brest-Litovsk **(4)**, cela m'apparut comme ce qui était fort juste, si, à l'opposé de tout ce qui est vraiment arrivé, en partant de cette impulsion de la *Dreigliederung*, on avait recherché un équilibre vers l'Est. Cela personne ne l'a compris. C'est pourquoi il est arrivé ensuite ce qui fut déclenché par la paix de Brest-Litovsk. Il importe vraiment aujourd'hui que se trouvent des hommes qui ne fassent pas comme tous ceux, à qui pendant la guerre on parla de cette *Dreigliederung* de l'organisme social, à l'époque naturellement en rapport avec la politique extérieure.

Dans les prochains jours, paraîtra une brochure sur la responsabilité de la guerre **(5)**. Le monde apprendra alors ce qui s'est passé en réalité dans les derniers jours de juillet et les premiers jours d'août 1914 à l'intérieur de l'Allemagne **(f)**. On verra alors comment ce grand malheur a fait irruption du fait que l'on n'a pas pensé par soi-même, qu'on a laissé penser l'autorité, qu'on était contents, quand l'autorité pensait. C'est ce qui, jadis, au lieu de mener à une politique de raison, a mené à ce que la politique du 26 juillet en arrive au point zéro de son évolution. Le monde doit prendre connaissance de ces choses. On les fera connaître par les mémoires des hommes les plus importants qui, en ces jours de juillet-août 1914, étaient en fonction. Alors on verra tout ce qu'on a négligé de ce fait, que seuls les uns ont pensé à leur façon qui était celle du pouvoir, et que les autres, au fond, se sont laissés dicter leurs convictions.

Et nous avons bien souvent entendu la chose. Après les profiteurs de guerre ont suivi les profiteurs de révolution. Mais une autre conséquence à encore surgir. Après les grands parleurs de Guerre ont suivi les grands parleurs de révolution. Et les grands parleurs de révolution à l'égard des grands parleurs de guerre se comportent à peu près comme les profiteurs de révolution à l'égard des profiteurs de guerre.

Nous devons justement nous sortir de ces bavardages. Et nous devons nous en sortir de façon telle que nous ne nous laissions absolument plus politiquement mener par une quelconque autorité, qu'elle soit socialiste, à présent ou émanant d'autres personnalités. Nous devons arriver à devenir des hommes capables de juger. Ces hommes capables de juger nous ne pouvons pas le devenir si nous passons rapidement sur ce qui peut réellement s'appuyer sur les exigences du temps.

Je ne rentre pas dans le détail de ces choses qui viennent d'être avancées et qui ne sont rien d'autre qu'une dénaturation absolue de ce que mes considérations ont fait prévaloir. Que je veuille surmonter les oppositions avec bienveillance, ce sont des calomnies objectives. Je n'ai absolument pas parlé de surmonter avec bienveillance les oppositions. J'ai parlé d'organisations qui doivent être mises en place. Qu'a donc à faire l'autonomie de la vie de l'esprit, de la vie économique, de la vie juridique avec la bienveillance ? Cela a à faire avec la description objective de ce qui doit advenir.

Je suis d'accord avec tous ceux qui disent que l'on doit d'abord avoir le pouvoir, mais je suis quant à moi absolument au clair sur le fait que celui qui a le pouvoir, doit savoir en faire quelque chose. Et si nous voulions foncer seulement et laisser en arrière les masses non-éclairées, alors non seulement nous ferions route dans des situations semblables, mais en plus dans des situations bien pires encore que celles qui existent déjà.

On peut trouver philosophiquement n'importe quoi d'autre et avoir l'air terriblement pratique, quand on dit : les Français sont appauvris, ils ne peuvent pas nous donner de pain, l'Angleterre est aussi exténuée par la guerre et ne peut pas nous donner de pain, l'Amérique est trop chère pour nous. Mais de Russie, nous pouvons avoir du pain ! — Eh bien !, en attendant les Anglais — vous pouvez le conjecturer en dépit de tous les faux rapports — ont beaucoup plus de pain que les Russes

eux-mêmes. Que nous eussions à attendre du pain des Russes, c'est une affirmation, qui ne s'appuie sur aucun fondement objectif.

Ce qui importe, c'est que nous comprenions à présent réellement la situation telle qu'elle est. Que nous nous disions : nous n'étions pas en situation, de socialiser avec l'ancienne vie spirituelle, nous avons besoin d'une nouvelle vie spirituelle. Mais celle-ci ne peut être qu'une vie spirituelle détachée de l'état de droit. Nous avons besoin d'un terrain, sur lequel l'énergie du travail soit soustraite aux luttes. Cela ne peut être que l'état de droit autonome. Et nous avons besoin d'un équilibre des valeurs marchandes, cela ne peut survenir que sur le terrain d'une vie économique autonome. Ce sont là des choses, que l'on veut vraiment. Ce sont des choses qui ne sont pas de pures phrases révolutionnaires. Ce sont des choses qui pourtant veulent apporter vraiment un tout autre état du monde que celui dans lequel il se trouve, si on a le courage de les amener.

Je crois que lorsque vous aurez suffisamment réfléchi sur ce qui se trouve dans la *Dreigliederung* de l'organisme social, vous en conviendrez. Et son introduction est possible dans un délai relativement bref. En bien !, quand existera cet organisme sain, triplement organisé, alors nos circonstances deviendront vraiment révolutionnaires. Quand le monde se convertira à cette introduction de l'organisme social triplement organisé, alors nous n'aurons plus besoin de « tonner » la révolution mondiale, car celle-ci s'accomplira alors d'une manière objective. Le tonnerre qui annonce cela, l'invitation à la tempête, cela ne fait rien. Au contraire, ce qui fait quelque chose c'est que nous trouvions des germes d'idées qui puissent se développer en fruits sociaux réels.

Aujourd'hui nous n'avons vraiment aucun besoin que l'on bavarde beaucoup, mais nous avons besoin de nous comprendre sur ce qui doit se produire. Ce n'est pas avec des idéologies, des utopies ou des philosophies, que nous avons à faire dans l'organisme social triplement organisé, mais à quelque chose qui peut être *fait*, qui est un plan pour faire réellement, non pas la description d'un état futur, mais un plan de travail. Pour faire une maison, il faut un plan, de même on a besoin d'un plan de réorganisation sociale. Ne nous mènerons pas à cela ceux qui réduisent les choses, qu'ils soient socialistes ou tout autres gens, mais seulement ceux qui sont enclins à aller réellement vers l'avant. Je crains que ceux qui ont entendu aujourd'hui « rien de neuf, mais que du vieux », ne nous sortent pas du chaos, mais qu'au contraire ils nous enfoncent encore plus dedans.

Nous voulons aujourd'hui prendre avec sérieux la réception de ce qui est si inhabituel, si nouveau, au point qu'on ne l'entende même pas quand on le dit, mais qu'on retrouve ses propres phrases. De nouvelles habitudes de penser sont aujourd'hui nécessaires, un renversement du penser est nécessaire. L'humanité doit en appeler à de nouvelles habitudes du penser à de nouvelles orientations du penser, avant qu'il ne soit trop tard. Et je le dis encore une fois : si l'humanité n'a pas ce courage intérieur, alors il pourrait être rapidement trop tard.

Notes :

(1) « *les théories de la plus-value* » : voir Karl Marx, « Le Capital — critique de l'économie politique » Vol.1, Hambourg 1867, Vols 2 & 3 édités par Friedrich Engels, Hambourg 1865 et 1895 ; « Théories sur la plus-value » édité par la succession de Karl Kautsky, 4 vol. 1904.

(2) « *pour ce qui me concerne, je ne suis pas marxiste* » : voir aussi la lettre de Friedrich Engels à Conrad Schmidt, Londres, 5 août 1890 : « La conception matérialiste de l'histoire a au jour d'aujourd'hui une foule [amis fatals] qui lui sert d'échappatoire pour *ne pas* étudier l'histoire. Parfaitement comme disait Marx des « marxistes » français de ces soixante-dix dernières années : tout ce que je sais, c'est que je ne suis pas marxiste. » Marx-Engels, lettres choisies, Zurich 1934, p.371 et suiv..

(3) « *avait d'abord été donné comme une impulsion* » : Voir le « Memorandum » que Rudolf Steiner, en juillet 1917, à la demande des comtes Otto Lerchenfeld et Ludwig Polzer-Hoditz avait écrit à l'intention des hommes d'état allemands et autrichiens. Paru dans « Essais sur le *Dreigliederung*, à l'endroit cité précédemment, p.339 et suiv..

(4) « *cette monstrueuse paix de Brest-Litovsk* » : le 3 mars 1918, la délégation soviétique signa sous protestation le traité de paix au quartier général de l'*Oberkommandos* Est par lequel la Russie renonçait à la Courlande, la Livonie, l'Esthonie, la Lituanie et la Pologne, et qui autorisait les troupes allemandes à occuper la Russie Blanche jusqu'à la conclusion d'un traité de paix, la Russie ayant à évacuer la Finlande et l'Ukraine,

à rendre les territoires arméniens conquis sur les Turcs en 1878 et à accepter une dette pour dommage de guerre de 6 milliards de mark-or. Par le Traité de Versailles, la paix de Brest-Litovsk fut déclarée invalide. (5) « brochure sur la responsabilité de la guerre » : Considérations et souvenirs du major général H.v. Moltke sur les événements de juillet 1914 à novembre 1914, édités par « l'Alliance pour le *Dreigliederung* de l'organisme social » avec une préface, ayant reçu l'accord de Madame Eliza von Moltke, de Rudolf Steiner ; — Le document ne fut pas publié. Trois ans après, seulement, les mémoires de Moltke parurent avec d'autres documents, mais sans l'introduction de Rudolf Steiner, dans le Major Général Helmuth von Moltke « Souvenirs, lettres, documents 1877-1916 », Stuttgart 1922. Voir à ce sujet « Essais sur le *Dreigliederung*, à l'endroit cité précédemment, p.386 et suiv..

Notes du traducteur (D.K.):

(a) Il se peut qu'il se glisse ici un jeu de mot de la part de Rudolf Steiner pour marquer, justement, la stupidité de la situation. En effet, le terme utilisé ici est, *die Kohle* = charbon, d'où dérive le verbe *kohlen* = charbonner et carboniser..., mais à l'époque, il pouvait aussi signifier « bavarder, dire des niaiseries, faire du galimatias »; dans ce cas, ce verbe vient du substantif *der Kohl*, « le chou », qui a donné aussi *kohlkopf* « tête de chou » au sujet d'une personne idiote. Une telle interprétation n'engage que moi, bien sûr!

(b) Il faudrait naturellement leur adjoindre les « détaillants », qui assurent des services mieux définis dans leurs activités de nos jours qu'à l'époque, à cause, du conditionnement et de la distribution, en général des marchandises.

Par ailleurs, le lecteur français sait bien sûr maintenant que le mot employé par Rudolf Steiner pour désigner ces « associations coopérantes » n'est pas du tout équivalent à notre bon vieil archétype de l'association culturelle loi 1901 en France, ou ASBL en Belgique! Pour Steiner, il s'agissait d'associations économiquement engagées et socialement actives.

(c) « (...) La République de Weimar — dans les années du moins où elle a semblé ce consolider — a été favorable aux ouvriers. Leur condition s'améliore, avec une tendance au nivellement par le haut. Les salaires augmentent d'une façon constante jusqu'en 1931. La journée de huit heures est accordée en 1919 et, sous l'effet de la crise économique, on s'orientait vers la semaine de quarante heures lorsque la démission du chancelier Brüning (mai 1932), amena l'abandon du projet. Aux assurances sociales des années quatre-vingt s'ajoute, en 1927, l'assurance-chômage. Cette amélioration est due à deux facteurs. D'une part, la Constitution de Weimar, en reconnaissant les syndicats, en leur accordant le droit de traiter avec les employeurs sur un pied d'égalité, avait prévu toute une hiérarchie de conseils ouvriers. **Seuls ceux d'entreprise (*Betriebsräte*) ont été organisés par une loi de 1920.** S'ils ne participent guère à l'organisation et à la gestion de la production (ce que Steiner suggère précisément qu'ils fassent ici, *ndt*), ils ont cependant un rôle non négligeable dans la surveillance des conventions collectives, et des arrêtés de conciliation. D'autre part, sous l'action de dirigeants comme Fritz Tarnow et Theodor Leipart, les syndicats libres, c'est-à-dire socialistes, s'efforcent de « socialiser le capitalisme », sans pour autant recourir aux mesures de socialisation. Fort de 4 millions et demi de membres, environ (parmi lesquels il faut compter les travailleurs agricoles, les fonctionnaires et les employés), ils inspirent la plupart des mesures sociales prises pendant ces années. **Les conseils d'entreprise sont, en fait, le prolongement des syndicats.** Ceux-ci créent des banques ouvrières et, sans qu'il y ait de subordination, travaillent en liaison avec les coopératives de consommation. Après deux périodes difficiles où augmente le chômage (1920, 1924-25); l'essor de l'économie allemande ne peut manquer d'avoir sur la condition ouvrière des répercussions favorables. Mais la crise économique mondiale de 1929, ne tarde pas à se faire sentir dans le domaine de l'emploi. (...) (*Encyclopaedia Universalis*, 1, p.924, soulignements uniquement du traducteur).

(d) *Der Gaul* (*ër*) = rosse, canasson, carcan, haridelle, vieux cheval, terme assez familier.

(e) (...) *Gleichheit auf dem demokratischen Boden des Rechtsleben* (...), donc Rudolf Steiner a bel et bien prononcé le mot « démocratique » qui ne reçoit guère d'échos dans la troupe de ceux qui se proclament pourtant actuellement ses adeptes... Il est utile, à ce propos, de se renseigner sur le fonctionnement actuel de la Société Anthroposophique Universelle, qui est bien une communauté sur le plan spirituel, — où est donc censée régner également la liberté d'initiative, — elle est, bien entendu, gérée légalement par le code civil suisse, qui doit donc respecter la démocratie au niveau associatif suisse, puisque localisée en Suisse, pays socialement exemplaire et à la pointe en matière de démocratie. Qu'on se le dise!

(f) Ce recueil de témoignage n'a finalement pas paru, ou plus exactement **sa parution n'a pu avoir lieu.** Voici un témoignage de Thomas Meyer, sûrement le meilleur connaisseur de ce moment historique crucial où fut vraiment entreprise une recherche sur la vérité au sujet des causes du déclenchement de la guerre 1914-18:

« Un autre événement, qui est solidement relié à Stuttgart et qui est en relation avec les choses insensées mentionnées ici ou là, m'est revenu à la conscience : l'empêchement de la publication qui était prête des notes de Moltke, qui nous étaient bien connues et qui décrivaient le déclenchement de la guerre de l'été 1914. Ces notes montraient avec quel égarement pensèrent et agirent l'empereur et le premier ministre à la veille de la première Guerre mondiale. Ils auraient dû absolument empêcher, et cela au bon moment, au début de l'année 1919 lorsqu'il fut porté à la connaissance du monde, que l'on y inscrivit à Versailles les paragraphes sur la seule culpabilité qui furent si fatals à l'Allemagne et à l'Autriche. La totalité du Reich allemand a énormément profité, à la manière d'un parasite, de ces paragraphes. Par l'impatience de Moltke (!) un premier exemplaire du petit document (sur les notes de Moltke, ndt) parvint en de mauvaises mains. La direction centrale de l'armée de terre protesta — dépêcha un homme à Stuttgart, auprès du maître lui-même, pour juguler la diffusion de cet écrit tout juste sorti des presses. Cinq heures durant, Fiona, le maître s'entretint avec l'officier dans une salle de l'ancienne école. « L'honneur » allemand ne permettait pas, de couvrir publiquement de ridicule l'empereur de cette manière, comme le font de fait ces notes de Moltke. « L'honneur » allemand triompha ainsi sur la raison humaine ! Le maître se tut et se résigna. Qu'aurait-il dû entreprendre d'autre ? S'il avait diffusé l'écrit, la direction centrale de l'armée de terre aurait « battu publiquement en brèche » la brochure ! À Versailles, il y aurait eu un ricanement de mépris — au sujet de d'une telle « union » sur la cause de la question de la responsabilité de la guerre ! Devant l'histoire du monde : un naufrage de l'esprit allemand, qui n'a pas besoin « d'honneur » mais de vérité... » (Harold Freeman dans une lettre adressée depuis Stuttgart à sa fiancée Fiona restée aux USA, le dimanche 22 février 1999. Passage tiré du « roman » de Thomas Meyer *L'inviolable pacte*, traduit en français, à paraître, le « maître » dont il s'agit ici est précisément Rudolf Steiner.)